

print

## Crise de l'euro et contradictions Centre/Périphérie dans l'Union européenne

De [Eric Toussaint](#)

Global Research, novembre 12, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/crise-de-leuro-et-contradictions-centreperipherie-dans-lunion-europeenne/5357853>

La crise qui a démarré aux États-Unis en 2007-2008 a frappé l'Union européenne de plein fouet à partir de 2008 et a provoqué de graves perturbations dans la zone euro à partir de 2010 [1]. Les banques des pays les plus forts de l'Europe sont à l'origine de cette contagion depuis les États-Unis vers l'Europe car elles avaient massivement investi dans les produits financiers structurés. Ceci étant dit il est important d'expliquer pourquoi cette crise frappe plus durement l'Union européenne et en particulier la zone euro que les États-Unis.

Parmi les 28 pays de l'Union européenne, 18 pays ont une monnaie commune, l'euro [2]. L'UE compte environ 500 millions d'habitants [3], soit presque la moitié de la Chine, de l'Afrique ou de l'Inde, les 2/3 de l'Amérique latine et 50 % de plus que les USA.

On constate une grande disparité entre les pays de l'Union européenne. L'Allemagne, la Grande Bretagne, la France, les Pays-Bas, l'Italie, la Belgique et l'Autriche constituent les pays industrialisés et les plus forts de l'UE. 11 pays proviennent de l'ex Europe de l'Est (3 républiques baltes- Estonie, Lituanie, Lettonie-, Pologne, Rép. Tchèque, Slovaquie, Hongrie, Bulgarie, Roumanie qui ont fait partie du bloc soviétique, la Slovénie et la Croatie qui faisaient partie de la Yougoslavie). La Grèce, le Portugal, l'Irlande, l'Espagne, Chypre sont percutés très fortement par la crise de la zone euro.

### Disparité salariale dont profitent les grandes entreprises privées

La disparité salariale est très forte : le salaire minimum légal de la Bulgarie (156 euros de salaire brut mensuel en 2013) est 8 à 9 fois inférieur à celui de pays comme la France, la Belgique ou les Pays Bas [4]. Les disparités salariales à l'intérieur de chaque pays de l'Union européenne peuvent être également fort élevées. En Allemagne, 7,5 millions de salariés doivent se contenter d'un salaire mensuel de 400 euros alors que normalement le salaire mensuel en Allemagne dépasse 1200 Euros (il n'y a pas de salaire minimum légal national en Allemagne). Cette disparité permet aux grandes entreprises européennes, notamment les entreprises industrielles allemandes d'être très compétitives car elles font réaliser une partie de leur production par les ouvriers et ouvrières de pays comme la Bulgarie, la Roumanie ou d'autres pays d'Europe centrale et de l'Est, rapatrient ensuite les pièces en Allemagne pour les assembler et réaliser le produit final. Enfin elles exportent à l'intérieur de l'UE ou vers le marché mondial en ayant comprimé au maximum les coûts salariaux. Tout cela sans payer à l'intérieur de l'UE de taxe d'import/export.

### Des disparités renforcées entre pays

Le refus de l'UE de développer de véritables politiques communes pour aider les nouveaux membres à réduire leurs désavantages économiques par rapport aux pays européens les plus forts a largement contribué à renforcer ces disparités structurelles préjudiciables au processus d'intégration. Les traités européens ont

été conçus pour servir les intérêts des grandes entreprises privées qui profitent des disparités entre les économies de l'Union pour augmenter leurs profits et renforcer leur compétitivité.

Le budget de l'Union européenne est minuscule, il représente 1% du Produit intérieur brut de l'UE alors qu'un budget normal dans une économie d'un pays industrialisé représente 45-50 % ou plus du PIB. C'est le cas du budget fédéral des États-Unis administré par Barrack Obama ou de celui de la France. Pour donner une indication sur à quel point le budget géré par la commission européenne est minuscule il suffit de dire qu'il est comparable à celui de la Belgique qui compte 10 millions d'habitants soit un cinquantième de la population de l'UE. Il faut ajouter que la politique agricole commune représente près de 50% du budget de l'UE.

### **La crise n'a pas été provoquée par la concurrence étrangère**

La crise n'est pas due à la concurrence de la Chine, de la Corée du Sud, du Brésil, de l'Inde ou d'autres économies de pays en développement.

Au cours des 10 dernières années, l'Allemagne (mais aussi les Pays-Bas et l'Autriche) s'est lancée dans une politique néo-mercantiliste : elle a réussi à augmenter ses exportations notamment au sein de l'Union européenne et de la zone euro en comprimant les salaires des travailleurs d'Allemagne [5]. Elle a donc gagné en compétitivité par rapport à ses partenaires et en particulier ceux de pays comme la Grèce, l'Espagne, le Portugal et même la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie (qui ne font pas partie de la Zone euro). Ceux-ci ont vu s'installer ou se creuser un déficit commercial par rapport à l'Allemagne et d'autres pays du Centre.

### **L'euro comme camisole de force**

Lors de la création de l'euro, la monnaie allemande a été sous-évaluée (à la demande de l'Allemagne) et les monnaies des pays les plus faibles ont été surévaluées. Cela a rendu les exportations allemandes plus compétitives sur le marché des autres pays européens et les plus faibles d'entre eux ont été particulièrement touchés (Grèce, Portugal, Espagne, pays d'Europe centrale et de l'Est...).

En gros, l'endettement des pays de la périphérie au sein de l'UE est essentiellement dû au comportement du secteur privé (les banques, les entreprises de construction immobilière, le reste de l'industrie et du commerce). Incapables de rivaliser avec les économies les plus fortes, les secteurs privés se sont endettés, auprès des banques du Centre (Allemagne, France, Pays-Bas, Belgique, Autriche, Luxembourg,...) mais aussi auprès d'agents internes, l'économie de ces pays s'étant largement financiarisée depuis l'adoption de l'euro. La consommation a connu un boom dans les pays concernés et, dans certains d'entre eux (Espagne par exemple), s'est développée une bulle immobilière qui a fini par éclater. Les gouvernements de ces pays sont venus au secours des banques ce qui a provoqué une forte augmentation de la dette publique.

Évidemment, les pays qui font partie de la zone euro ne peuvent pas dévaluer leur monnaie puisqu'ils ont adopté l'euro. Des pays comme la Grèce, le Portugal ou l'Espagne sont donc coincés par leur appartenance à la zone euro. Les autorités européennes et leur gouvernement national appliquent dès lors ce qu'on appelle la dévaluation interne : ils imposent une diminution des salaires au grand profit des dirigeants des grandes entreprises privées. La dévaluation interne est donc synonyme de réduction des salaires. La dévaluation interne est utilisée pour augmenter la compétitivité mais on constate qu'elle est très peu efficace pour retrouver de la croissance économique car les politiques d'austérité et de répression salariale sont appliquées dans tous les pays. Par contre, les patrons

des entreprises sont contents car cela faisait longtemps qu'ils voulaient réduire radicalement les salaires. De ce point de vue, la crise de la zone euro qui a pris un caractère très aigu à partir de 2010-2011 constitue une aubaine pour les patrons. Le salaire minimum légal a été réduit fortement en Grèce, en Irlande et dans d'autres pays.



### **Marché unique des capitaux et monnaie unique**

Alors que la crise est née aux États-Unis en 2007, l'impact sur l'Union européenne a été beaucoup plus violent que sur les institutions politiques et monétaires états-uniennes. En fait, la crise qui secoue la Zone euro n'est pas une surprise, elle est un avatar des deux principes qui régissent cette zone : marché unique des capitaux et monnaie unique. Plus largement, elle est la conséquence des logiques qui dominent l'intégration européenne : la primauté donnée aux intérêts des grandes entreprises industrielles et financières privées, la large promotion des intérêts privés, la mise en compétition à l'intérieur de l'espace européen d'économies et de producteurs qui ont des forces tout à fait inégales, la volonté de retirer aux services publics un nombre croissant de domaines d'activité, la mise en concurrence des salariés qui implique le refus d'unifier vers le haut les systèmes de sécurité sociale et les règles afin de protéger les travailleurs. Tout cela poursuit un objectif précis, celui de favoriser l'accumulation maximum de profits privés, notamment en mettant à disposition du Capital une main d'œuvre la plus malléable et précaire possible.

### **Le monopole du crédit aux États est réservé aux banques privées**

Face à cette explication, on pourrait rétorquer que ces logiques dominent aussi largement l'économie des États-Unis. Il faut donc prendre en compte également d'autres facteurs : alors que les besoins de crédit des gouvernements des autres pays développés, dont celui des États-Unis, peuvent être satisfaits par leur banque centrale, notamment par l'intermédiaire de la création monétaire, les pays membres de la Zone euro ont renoncé à cette possibilité. De par ses statuts, la Banque centrale européenne a l'interdiction de financer directement les États. De plus, en vertu du traité de Lisbonne, la solidarité financière entre les États membres est formellement interdite. Selon son article 125, les États doivent assumer seuls leurs engagements financiers, ni l'Union ni les autres États ne pouvant les prendre à leur charge [6]. L'article 101 du traité de Maastricht [7], repris intégralement par le traité de Lisbonne [8], ajoute : « Il est interdit à la BCE et aux banques centrales des États membres [...] d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux

autorités régionales, aux autres autorités publiques ».

L'UE se place donc volontairement au service des marchés financiers puisque, en temps normal, les gouvernements des pays de la Zone euro dépendent totalement du secteur privé pour leur financement. Les investisseurs institutionnels (banques, fonds de pension, assurances) et des *hedge funds* se sont rués en 2010 sur la Grèce, maillon le plus faible de la chaîne européenne d'endettement, avant de s'attaquer à l'Irlande, au Portugal, à l'Espagne et à l'Italie. En agissant de la sorte, ils ont réalisé de juteux profits car ils ont obtenu de ces pays une rémunération importante en termes de taux d'intérêt versés par les pouvoirs publics pour pouvoir refinancer leurs dettes. Parmi ces investisseurs institutionnels (les *zinzins*), ce sont les banques privées qui ont fait le plus de profit car elles pouvaient directement se financer auprès de la Banque centrale européenne en lui empruntant des capitaux à 1% de taux d'intérêt [9] alors que dans le même temps, elles prêtaient sur une durée de trois mois à la Grèce à des taux de l'ordre de 4 ou 5%. En lançant leurs attaques contre les maillons les plus faibles, les banques et autres *zinzins* étaient également convaincus que la Banque centrale européenne et la Commission européenne devraient d'une manière ou d'une autre venir en aide aux États victimes de la spéculation en leur prêtant les capitaux qui leur permettraient de poursuivre les remboursements. Ils ne se sont pas trompés. En collaboration avec le FMI, la Commission européenne a plié et a octroyé via les fonds européen de stabilité financière (FESF) et le mécanisme européen de stabilité (MES) des prêts à certains États membres de l'Eurozone (la Grèce, l'Irlande, le Portugal et Chypre) afin qu'ils puissent en priorité rembourser les banques privées des pays les plus forts de l'UE. Elle n'a donc pas respecté à la lettre l'article 125 du Traité de Lisbonne cité plus haut. Mais elle a respecté l'esprit néolibéral du Traité : en effet le FESF et le MES empruntent sur les marchés financiers les moyens financiers qu'ils prêtent aux États. De plus, des conditions draconiennes sont exigées : privatisations, réductions des salaires et des retraites, licenciements dans les services publics, réduction des dépenses publiques en général, sociales en particulier.

Petit rappel : tandis que les règlements de l'UE ne permettent pas que la Banque centrale européenne prête aux États de l'UE, la situation est très différente aux États-Unis où la Réserve Fédérale prête en moyenne 40 milliards de dollars par mois à l'administration Obama en achetant des bons du trésor (cela représente 480 milliards de dollars par an). De même, au Royaume Uni qui ne fait pas partie de la zone euro, la Banque d'Angleterre prête massivement au gouvernement britannique. Les règles appliquées dans la zone euro rendent la crise encore plus grave qu'aux États-Unis ou au Royaume Uni.

### **Des politiques qui aggravent la crise**

Depuis 2010, les politiques appliquées par la commission européenne et les gouvernements nationaux n'ont fait qu'aggraver la crise et ce plus particulièrement dans les pays les plus faibles de la zone euro. En comprimant la demande publique et la demande privée, les ressorts de la croissance économiques sont réduits à néant ou presque.

### **La politique des dirigeants européens n'est pas un échec du point de vue des patrons**

Les dirigeants européens des pays les plus forts et les patrons des grandes entreprises se félicitent de l'existence d'une zone économique, commerciale et politique commune où les transnationales européennes et les économies du Centre de la zone euro tirent profit de la débâcle de la Périphérie pour renforcer la profitabilité des entreprises et marquer des points en terme de compétitivité par

rapport à leur concurrents nord-américains et chinois. Leur objectif, au stade actuel de la crise, n'est pas de relancer la croissance et de réduire les asymétries entre les économies fortes et les faibles de l'UE. Ils considèrent en outre que la débâcle du Sud va se traduire par des opportunités de privatisations massives d'entreprises et de biens publics à des prix bradés. L'intervention de la Troïka et la complicité active des gouvernements de la Périphérie les y aident. Le grand Capital des pays de la Périphérie est favorable à ces politiques car il compte bien lui-même obtenir une part d'un gâteau qu'il convoitait depuis des années. Les privatisations en Grèce et au Portugal préfigurent ce qui va arriver en Espagne et en Italie où les biens publics à acquérir sont beaucoup plus importants vu la taille de ces deux économies.

Considérer que la politique des dirigeants européens est un échec parce que la croissance économique n'est pas de retour, c'est largement se tromper de critère d'analyse. En effet, les objectifs poursuivis par la direction de la BCE, par la Commission européenne, par les gouvernements des économies les plus fortes de l'UE, par les directions des banques et des autres grandes entreprises privées, ce n'est ni le retour rapide à la croissance, ni la réduction des asymétries au sein de la zone euro et de l'UE afin d'en faire un ensemble plus cohérent où serait de retour la prospérité.

Il ne faut surtout pas oublier un point fondamental : la capacité des gouvernants, qui se sont mis docilement au service des intérêts des grandes entreprises privées, à gérer une situation de crise, voire de chaos, pour agir dans le sens demandé par ces grandes entreprises. Le lien étroit entre les gouvernants et le grand Capital n'est même plus dissimulé. A la tête de plusieurs gouvernements, placés à des postes ministériels importants et à la présidence de la BCE, se trouvent des hommes directement issus du monde de la haute finance, à commencer par la banque d'affaires Goldman Sachs. Certains hommes politiques de premier plan sont récompensés par un poste dans une grande banque ou une autre grande entreprise une fois qu'ils ont accompli leurs bons offices pour le grand Capital. Ce n'est pas nouveau mais c'est plus évident et régulier qu'au cours des 50 dernières années. On peut parler de véritables vases communicants et transparents.

### **Les effets sociaux de la crise**

Ce que vivent les salariés et les allocataires sociaux de Grèce, du Portugal, d'Irlande et d'Espagne aujourd'hui a été imposé aux travailleurs des pays en développement à la faveur de la crise de la dette des années 1980-1990. Au cours des années 1980, l'offensive a également visé les travailleurs en Amérique du Nord à partir de la présidence de Ronald Reagan, en Grande-Bretagne sous la férule de Margaret Thatcher, la Dame de fer, et chez ses émules sur le vieux continent. Les travailleurs de l'ex-bloc de l'Est ont également été soumis au cours des années 1990 aux politiques brutales imposées par leurs gouvernements et le FMI. Ensuite, d'une manière certes nettement moins brutale que celle qui a affecté les peuples du tiers-monde (des pays les plus pauvres jusqu'aux économies dites émergentes), l'offensive a pris pour cible les travailleurs d'Allemagne à partir de 2003-2005. Les effets néfastes pour une partie significative de la population allemande se font sentir encore aujourd'hui même si les succès des exportations allemandes [\[10\]](#) limitent le nombre de chômeurs et qu'une partie de la classe ouvrière n'en ressent pas directement les conséquences.

Au cours de 2012-2013, la crise s'est aggravée en Grèce, en Irlande, au Portugal, en Espagne, en conséquence des politiques d'austérité brutale appliquées par des gouvernants complices des exigences de la Troïka. En Grèce, la chute cumulée du PIB depuis le début de la crise atteint 25%. Le pouvoir d'achat d'une grande majorité de la population a baissé de 30 à 50%. Le chômage et la pauvreté ont

littéralement explosé. Alors qu'en mars 2012, tous les grands médias ont relayé le discours officiel qui affirmait que la dette avait été réduite de moitié [11], la réalité est toute autre : la dette publique grecque qui représentait 130 % du PIB en 2009 et 157 % en 2012 après l'annulation partielle de la dette, a atteint un nouveau sommet en 2013 : 175 % ! Le taux de chômage qui était de 12,6 % en 2010 s'élève à 27 % en 2013 (50 % pour les moins de 25 ans). Au Portugal, les mesures d'austérité sont d'une telle violence et la dégradation économique est si grave qu'un million de Portugais ont manifesté spontanément le 15 septembre 2012, chiffre qui n'avait été atteint que le 1er mai 1974 pour fêter la victoire de la Révolution des œillets. L'échec de la politique d'austérité a provoqué une crise gouvernementale. En Irlande, dont les médias parlent beaucoup moins, le chômage a pris des proportions énormes, conduisant 182.900 jeunes âgés de 15 à 29 ans à quitter le pays depuis que la crise a éclaté en 2008. Un tiers des jeunes qui avaient un emploi avant la crise s'est retrouvé au chômage. Le sauvetage des banques a représenté jusqu'ici plus de 40 % du PIB (près de 70 milliards d'euros sur un PIB de 156 milliards en 2011). Le recul de l'activité économique a atteint 20% depuis 2008. Le gouvernement de Dublin a réaffirmé qu'il supprimerait 37 500 postes de travail dans le secteur public d'ici 2015. En Espagne, le taux de chômage atteint 50% chez les jeunes. Depuis le début de la crise, 350.000 familles ont été expulsées de leur logement à cause des impayés de dette hypothécaire. En 2012, le nombre de familles dont tous les membres sont sans emploi a augmenté de 300 000 pour atteindre un total de 1,7 million, soit 10% de toutes les familles d'Espagne. La situation se dégrade de manière continue dans les pays de l'ancien bloc de l'Est membres de l'UE, à commencer par ceux qui ont adhéré à l'Eurozone.

### **Une Europe des peuples et de la solidarité internationale**

Seules de puissantes mobilisations populaires pourront venir à bout de la stratégie des classes dominantes. Il est impératif pour les mouvements populaires de construire une stratégie continentale. Partout, le remboursement de la dette publique est le prétexte invoqué par les gouvernants pour justifier une politique qui s'en prend aux droits économiques et sociaux de l'écrasante majorité de la population. Si les mouvements sociaux et, parmi eux, les syndicats veulent victorieusement affronter cette offensive dévastatrice, il faut prendre à bras le corps la question de la dette publique afin d'enlever au pouvoir son argument principal. L'annulation de la partie illégitime de la dette publique, l'abandon des politiques d'austérité, la taxation massive du grand capital, l'expropriation des banques pour les intégrer à un service public de l'épargne et du crédit, la réduction du temps de travail, la fin des privatisations et le renforcement des services publics sont des mesures essentielles d'un programme alternatif à la gestion capitaliste de la crise [12]. Leur mise en œuvre peut commencer pays par pays mais le processus ne pourra pas s'arrêter aux frontières nationales, il faudra une authentique constituante des peuples d'Europe afin d'abroger une série de traités européens et faire naître une fédération où la garantie des droits humains dans toutes leurs dimensions sera l'objectif principal. Il faudra simultanément pratiquer une politique de rupture avec le modèle productiviste consumériste afin de respecter la nature et ses limites. Émergera au cours de ce processus une Europe des peuples qui remettra à plat ses relations avec le reste du monde en restituant aux populations des autres continents victimes des siècles de pillage et de domination européenne ce qui leur est dû.

**Eric Toussaint**

## **Notes**

[1] Ce texte émane de la conférence donnée par Éric Toussaint le 31 octobre 2013

à la faculté d'ethnologie de l'université de Port au Prince (Haïti) sur le thème de la crise de l'euro. L'auteur remercie Michel Carles pour la prise de notes qui l'ont stimulé dans la rédaction de cet article.

[2] La zone euro a été créée en 1999 par onze pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal. Ils ont ensuite été rejoints par la Grèce en 2001, la Slovaquie en 2007, Chypre et Malte en 2008, la République tchèque en 2009, l'Estonie en 2011 et la Lettonie au 1er janvier 2014.

[3] <http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A...>

[4] Voir notamment <http://www.inegalites.fr/spip.php?a...> qui contient des données s'arrêtant en 2011 malheureusement.

[5] Voir Éric Toussaint, « Le couperet sur les acquis sociaux : l'exemple allemand », <http://cadtm.org/IMG/pdf/06.pdf>

[6] Article 125 du Traité de Lisbonne (2009) : « L'Union ne répond pas des engagements des administrations centrales, des autorités régionales ou locales, des autres autorités publiques ou d'autres organismes ou entreprises publics d'un État membre, ni ne les prend à sa charge, sans préjudice des garanties financières mutuelles pour la réalisation en commun d'un projet spécifique. Un État membre ne répond pas des engagements des administrations centrales, des autorités régionales ou locales, des autres autorités publiques ou d'autres organismes ou entreprises publics d'un autre État membre, ni ne les prend à sa charge, sans préjudice des garanties financières mutuelles pour la réalisation en commun d'un projet spécifique. » (C'est nous qui soulignons.)

[7] Il s'agit du *Traité instituant la Communauté européenne*.

[8] Article 123 du *Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne*.

[9] Depuis mai 2013, le taux auquel la BCE prête aux banques a été baissé à 0,5%. Il faut ajouter que la BCE a assoupli ses exigences de qualité (notation) des titres apportés par les banques en garantie pour obtenir des liquidités. En effet, le seuil minimal de notation des titres admis par la BCE est supprimé « jusqu'à nouvel ordre »...

[10] L'Allemagne a connu une croissance économique portée par ses exportations alors que la plupart de ses partenaires de l'UE et, en particulier, de la zone euro ressentent durement la crise. Vu que dans toute l'UE, on assiste à la baisse de la demande des ménages décrite plus haut, à laquelle s'ajoute une réduction de la demande publique, les débouchés pour les exportations allemandes se réduisent nettement. L'effet boomerang sur l'économie allemande est déjà en cours.

[11] Le CADTM a dénoncé dès le départ l'entreprise de propagande de la Troïka et du gouvernement grec. Voir « Le CADTM dénonce la campagne de désinformation sur la dette grecque et le plan de sauvetage des créanciers privés », <http://cadtm.org/Le-CADTM-denonce-l...>, publié le 10 mars 2012. Voir également Christina Laskaridis, « La Grèce a déjà fait défaut aux conditions des créanciers ; leur crainte est de voir celle-ci imposer ses propres conditions », <http://cadtm.org/La-Grece-a-deja-fa...>, publié le 31 mai 2012.

[12] Pour un développement de ces propositions voir : Damien Millet, Éric Toussaint, « Europe : Quel programme d'urgence face à la crise ? » <http://cadtm.org/Europe-Quel-progra...>, 10 juin 2012. Voir également : Thomas Coutrot, Patrick Saurin et Éric Toussaint, « Annuler la dette ou taxer le capital : pourquoi choisir ? », <http://cadtm.org/Annuler-la-dette-o...> Enfin voir : Que faire de la dette et de l'euro ? <http://cadtm.org/Que-faire-de-la-de...>

**Éric Toussaint**, docteur en sciences politiques, est président du CADTM Belgique (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde, [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org)). Il est l'auteur de *Procès d'un homme exemplaire*, Éditions Al Dante, Marseille, 2013. Il a écrit, avec Damien Millet, *AAA. Audit Annulation Autre politique*, Seuil, Paris, 2012.

Copyright © 2013 Global Research